

## ALGERIE

La constitution prévoit la liberté de croyance et d'opinion et permet aux Algériens de constituer des institutions dont les objectifs comprennent la protection des libertés fondamentales des citoyens. Elle déclare que l'islam est la religion d'Etat et interdit aux institutions de se livrer à un comportement incompatible avec la moralité islamique. L'ordonnance 06-03 prévoit que les non musulmans sont libres de pratiquer leurs rites religieux, à condition que cela se fasse en conformité avec l'ordonnance, la constitution et autres lois et règlements, et dans le respect de l'ordre public, de la moralité et des droits et libertés fondamentales d'autrui. La loi limite les pratiques religieuses autres que celles de l'islam de la même façon qu'elle le fait pour celui-ci au titre du Code pénal de 2001, qui restreint les réunions publiques aux fins de pratique religieuse aux lieux du culte publics approuvés. La loi interdit les activités visant à convertir les musulmans, mais elle n'est pas appliquée de façon uniforme. Le gouvernement interprète la charia (loi islamique) comme interdisant la conversion de l'islam à quelque autre religion que ce soit.

Le niveau de respect de la liberté de religion par le gouvernement a baissé durant la période couverte par le présent rapport. En février 2008, le gouvernement a commencé à appliquer les dispositions de l'ordonnance 06-03, ce qui a accru les restrictions imposées aux pratiques religieuses non musulmanes. Dans un cas, un prêtre catholique étranger trouvé en train de prier en un lieu non autorisé a été condamné à deux mois de prison avec sursis et à une amende de 303 dollars (20 150 Dinars). Des ministres du gouvernement ont fait des déclarations publiques critiquant l'évangélisme et mettant l'accent sur le rôle dominant de l'islam dans la société. Il y a eu de nombreuses allégations de restriction imposées par le gouvernement à la liberté du culte, dont l'arrestation et la condamnation de personnes qui s'étaient converties au christianisme, l'ordre de fermeture d'églises, le renvoi du directeur d'une école chrétienne accusé de servir de l'école aux fins d'évangélisation et la confiscation de bibles.

Bien que la société tolère généralement les étrangers et les citoyens qui pratiquent des religions autres que l'islam, certains convertis au christianisme d'origine locale ont conservé un profil bas par crainte pour leur sécurité personnelle et de problèmes juridiques et sociaux qu'ils pourraient avoir. Des islamistes radicaux ont harcelé et menacé la sécurité personnelle de certains convertis au christianisme. Les terroristes islamistes continuent à justifier leurs meurtres de membres des forces de sécurité et de civil en faisant référence aux interprétations de textes

religieux. Les dirigeants religieux modérés et du monde politique ont publiquement critiqué les actes de violence commis au nom de l'islam. Des articles antisémitiques sont parus de temps à autre dans la presse indépendante. Des comptes rendus de presse relatifs aux émeutes de mai 2008 entre les groupes musulmans Maliki et Ibadi à Berriane suggèrent que les différences confessionnelles ont contribué à la violence.

L'ambassadeur, l'ambassadeur itinérant pour la liberté internationale de religion et de hauts responsables de l'administration ont fait part à de hauts responsables du gouvernement des préoccupations des Etats-Unis concernant la discrimination religieuse. Des officiels de l'ambassade et du Département d'Etat ont en particulier fait part au gouvernement de préoccupations relatives à son ordre de fermeture d'églises et à son traitement de citoyens musulmans qui désirent se convertir à d'autres religions. Le gouvernement des Etats-Unis discute aussi de la liberté de religion avec des représentants de groupes religieux et des membres de la société civile.

### Section I. Démographie religieuse

Le pays a une superficie de 2 381 740 kilomètres carrés et une population de 35 millions d'habitants, dont plus de 99 pour cent sont des musulmans sunnites. Il y a une petite communauté de musulmans Ibadi dans la province de Ghardaïa. On ne dispose pas de données officielles sur le nombre de citoyens chrétiens et juifs, mais les pratiquants estiment que leur total combiné se monte à 50 000 personnes. La grande majorité des chrétiens et des juifs a fui le pays à la suite de l'indépendance obtenue de la France en 1962. Un grand nombre de ceux qui étaient restés ont émigré dans les années 1990 en raison des actes de terrorisme commis par des extrémistes musulmans. Selon les dirigeants de la communauté chrétienne, les évangélistes, surtout en Kabylie, constituent le plus grand nombre de chrétiens, suivis par les méthodistes et d'autres membres de dénominations protestantes, les catholiques romains et les adventistes du septième jour. Une part importante de résidents étrangers chrétiens est constituée par des étudiants et des immigrants illégaux venant d'Afrique subsaharienne qui cherchent à se rendre en Europe et il est difficile d'en estimer le nombre.

Pour des raisons de sécurité dues principalement aux troubles civils, dans les années 1990, les chrétiens se sont concentrés dans les grandes villes comme Alger, Annaba et Oran.

La presse a fréquemment rapporté, durant la période couverte par le présent rapport, que le prosélytisme chrétien avait entraîné la conversion au christianisme d'un nombre important de musulmans de Kabylie. Des sources chrétiennes ont cependant indiqué que ces chiffres sont exagérés et le gouvernement a estimé à 140 le nombre de conversions qui ont eu lieu en 2007. Les rapports suggèrent que des citoyens et non pas des étrangers constituent la majorité de ceux qui font du prosélytisme en Kabylie.

En raison des craintes relatives à la violence terroriste, la communauté juive a diminué depuis 1994 au point de ne pratiquement plus exister. Elle n'a pas été active et les synagogues sont demeurées fermées.

A Alger, les services religieux chrétiens sont principalement suivis par les membres de la communauté diplomatique, des hommes d'affaires occidentaux expatriés, des migrants provenant d'Afrique subsaharienne et quelques chrétiens locaux.

## Section II. Statut de la liberté de religion

### Cadre juridique/politique

La constitution prévoit la liberté de croyance et d'opinion et permet aux citoyens de constituer des institutions dont les objectifs comprennent la protection des libertés fondamentales de citoyens. Elle déclare que l'islam est la religion d'Etat et interdit aux institutions de se livrer à un comportement incompatible avec la moralité islamique. L'ordonnance 06-03, qui délimite les conditions et les règles de la pratique de rites religieux par les non musulmans, prévoit que les non musulmans sont libres de pratiquer leurs rites religieux, à condition que cela se fasse en conformité avec l'ordonnance, la constitution et autres lois et règlements, et dans le respect de l'ordre public, de la moralité et des droits et libertés fondamentales d'autrui. La loi limite les pratiques religieuses autres que celles de l'islam de la même façon qu'elle le fait pour celui-ci au titre du Code pénal de 2001, qui restreint les réunions publiques aux fins de pratique religieuse aux lieux du culte publics approuvés. La loi interdit les activités visant à convertir les musulmans, mais elle n'est pas appliquée de façon uniforme.

Aux termes du droit civil, la conversion n'est pas illégale et l'apostasie n'est pas un crime, mais le gouvernement interprète la charia (loi islamique) comme interdisant la conversion de l'islam à quelque autre religion que ce soit. Les groupes

missionnaires sont autorisés à se livrer à des activités humanitaires sans ingérence du gouvernement, pour autant qu'ils ne fassent pas de prosélytisme.

La constitution interdit aux non musulmans de se présenter à la présidence. Ils peuvent avoir d'autres fonctions publiques et travailler pour le gouvernement, mais, selon certains rapports, ils ne sont pas promus à des postes supérieurs et cachent leur affiliation religieuse.

L'ordonnance 06-03, qui est entrée en vigueur en septembre 2006 et dont les dispositions sont appliquées depuis février 2008, limite la pratique religieuse et restreint les réunions publiques aux fins religieuses. La loi requiert que les groupes religieux organisés s'enregistrent auprès du gouvernement, contrôle l'importation de textes religieux et accroît les peines imposées à ceux qui cherchent à convertir les musulmans. Des principes directeurs similaires ont été mis en place dans le Code pénal de 2001 pour le culte musulman. De nombreux représentants d'églises et certaines organisations de défense des droits de l'homme ont indiqué que le gouvernement n'a pas mis en place de moyen bureaucratique permettant de traiter et d'approuver les demandes d'enregistrement requises par la loi. Le conseil chargé d'évaluer les demandes ne se serait jamais réuni. Il existe un système de mise en œuvre des dispositions du Code pénal de 2001 pour le culte musulman. Des rapports crédibles indiquent que le gouvernement s'est servi du Code pénal pour restreindre le culte chiite. Dans des cas limités, le gouvernement permet à des groupes non musulmans enregistrés et à certains qui ne le sont pas, d'avoir des services religieux publics.

L'ordonnance 06-03 confine le culte non musulman à des bâtiments particuliers ayant fait l'objet d'une approbation par l'Etat et demande la création d'une commission nationale pour la réglementation du processus d'enregistrement. Les Articles 5 à 11 inclus de l'ordonnance tracent les grandes lignes des restrictions applicables, qui stipulent que tous les bâtiments devant servir à l'exercice du culte doivent être enregistrés auprès de l'Etat. Ils requièrent aussi que toute modification apportée à un bâtiment afin de permettre l'exercice du culte soit sujet à approbation préalable du gouvernement et le culte ne peut être exercé que dans des bâtiments destinés exclusivement et approuvés à cette fin.

Dans la pratique, l'ordonnance 06-03 permet au gouvernement d'arrêter les services religieux chrétiens ayant lieu dans des domiciles privés ou en des lieux cachés en plein air. Les officiels du gouvernement affirment que la loi est conçue pour appliquer aux non musulmans les mêmes restrictions qui sont imposées aux musulmans. Les imams sont embauchés et formés par l'Etat et les services

musulmans, à l'exception des prières quotidiennes, ne peuvent avoir lieu que dans des mosquées approuvées par l'Etat. Le gouvernement maintient que le fait d'exiger maintenant que les services religieux non musulmans n'aient lieu que dans des installations enregistrées met le traitement de toutes les religions sur pied d'égalité devant la loi.

L'ordonnance 06-03 criminalise en outre le prosélytisme, qui est passible de 1 à 3 ans de prison et d'une amende de 7 100 dollars(500 000 dinars) pour les laïcs et de 3 à 5 ans de prison et une amende d'un maximum de 14 285 dollars (1 million de dinars) pour les hommes du culte. La loi prévoit une peine d'un maximum de 5 ans de prison et une amende de 7 100 (500 000 dinars) pour toute personne qui « incite, contraint ou utilise des moyens de séduction tendant à convertir un musulman à une autre religion ; ou en utilisant à cette fin des établissements d'enseignement, d'éducation, de santé, à caractère social ou culturel, ou institutions de formation... ou tout moyen financier ». Quiconque fabrique, entrepose, ou distribue des documents imprimés ou métrages audiovisuels ou par tout autre support ou moyen qui visent à « ébranler la foi » d'un musulman peut aussi être puni de la même façon.

En mai 2007, le gouvernement a publié le décret exécutif 07-135, qui précise davantage les dispositions de l'Article 8 de l'ordonnance, spécifiant la façon et les conditions dans lesquelles des services religieux non musulmans peuvent avoir lieu. Il spécifie qu'une demande d'autorisation d'observation de rites religieux non musulmans doit être soumise au wali (gouverneur) au moins cinq jours avant la date prévue pour le déroulement de la manifestation et doit se dérouler dans des édifices accessibles au public. La demande doit comprendre des informations sur trois des principaux organisateurs de la manifestation, l'objet de celle-ci, le nombre envisagé de participants, un programme de la manifestation et le lieu où elle doit avoir lieu. Les organisateurs doivent aussi obtenir un récépissé comportant ces informations et le présenter aux autorités sur demande de celles-ci. Aux termes du décret, le wali peut demander aux organisateurs de changer le lieu de la manifestation ou peut l'interdire complètement si elle est jugée constituer un danger pour l'ordre public.

En juin 2007 le gouvernement a publié le décret exécutif 07-158, qui précise davantage l'Article 9 de l'ordonnance, spécifiant la composition de la Commission nationale des cultes autres que musulmans et les modalités de son fonctionnement. Il stipule qu'elle doit être présidée par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs (fondations religieuses) et composée de hauts représentants des ministères de la Défense nationale, de l'Intérieur et des collectivités locales, des Affaires

étrangères, de la direction générale de la sûreté nationale, du commandement de la gendarmerie nationale et de la Commission nationale consultative de la promotion et de la protection des droits de l'homme (CNCPPDH), un organe semi-gouvernemental. Des personnes membres de la communauté chrétienne signalent n'avoir pas été consultées à propos de la formation de cette commission. Les personnes et les groupes estimant n'être pas traités équitablement par le ministère des Affaires religieuses peuvent faire part de leurs préoccupations à la CNCPPDH.

Bien que la loi apporte des restrictions aux réunions publiques aux fins d'exercice du culte autre que celui de l'islam, le gouvernement permet aux églises catholique, protestante, anglicane et des adventistes du septième jour de tenir des services. Etant donné les difficultés bureaucratiques rencontrées pour l'enregistrement des nouvelles églises, de nombreux chrétiens se réunissent dans des « maisons églises » non officielles, qui sont souvent des domiciles ou des entreprises des membres de l'église.

Le ministère des Affaires religieuses accorde un certain appui financier aux mosquées et règle le salaire des imams. La construction des mosquées est financée par des contributions privées provenant de croyants locaux. La Commission de l'éducation du ministère est composée de 28 membres qui sont chargés d'élaborer le système éducatif relatif à l'enseignement du coran. Elle est responsable de l'établissement de la politique de recrutement d'enseignants pour les écoles coraniques et les madrasas et doit s'assurer que tous les imams sont bien qualifiés et que leur enseignement suive les principes directeurs du gouvernement visant à endiguer l'extrémisme islamique.

Le gouvernement nomme les imams des mosquées et est autorisé à donner des recommandations d'ordre général sur les sujets des sermons. Il peut légalement passer en revue à l'avance et approuver ces derniers avant qu'ils ne soient faits au public lors des prières du vendredi. Dans la pratique, chaque wilaya (province) et daira (département) emploie des officiels religieux pour passer en revue le contenu des sermons, le plus souvent après qu'ils aient été délivrés. Il est interdit à toute personne, y compris les imams reconnus par le gouvernement, de parler, lors des prières faites dans les mosquées de façon « contraire à la noble nature de la mosquée ou faisant probablement offense à la cohésion de la société ou faisant l'apologie de telles actions ». Si le sermon d'un imam est jugé inapproprié, il peut être convoqué devant un « conseil scientifique » composé d'érudits en droit islamique et d'autres imams, qui évaluent si le sermon est approprié ou non. Un imam peut être relevé de ses fonctions s'il est convoqué plusieurs fois. Le droit d'examen des sermons par le gouvernement n'a pas été exercé avec les groupes

religieux autres que musulmans. Le gouvernement surveille en outre les activités se déroulant dans les mosquées en cas d'infraction possible à la sécurité et interdit l'utilisation des mosquées en tant que lieux de réunions publiques en dehors des heures régulières de prière.

Les ministères de l'Education nationale et des Affaires religieuses requièrent l'étude de l'islam dans les écoles publiques, qu'ils réglementent strictement et financent. Il y a des écoles confessionnelles privées primaires et secondaires dans le pays, mais le gouvernement n'a pas reconnu ces institutions en attendant les résultats d'un examen de leurs programmes pédagogiques, comme cela est requis depuis 2005 par le ministère de l'Education nationale. En conséquence, les élèves des écoles privées doivent s'enregistrer auprès du système des écoles publiques en tant qu'étudiants indépendants s'ils veulent passer leur baccalauréat national. Le gouvernement n'autorise que 22 écoles privées sur 200. Il a déclaré que cette mesure a pour but d'assurer que les écoles bénéficiant d'un soutien de l'Arabie Saoudite sont conformes aux normes adoptées par le gouvernement pour l'enseignement religieux. Il n'y a pas de loi relative au crime motivé par la haine.

Des amendements apportés au Code pénal en 2001 prévoient des pénalités strictes, y compris des amendes et des peines de prison, pour toute autre personne qu'un imam désigné par le gouvernement prêchant dans une mosquée. Des punitions plus dures ont été instituées pour les personnes, y compris les imams désignés par le gouvernement, qui agissent « contre la noble nature de la mosquée » ou de façon pouvant « probablement porter offense à la cohésion publique ». Ces amendements ne spécifient pas quelles sont les actions qui constitueraient de tels actes.

La loi requiert que les groupes religieux enregistrent leurs organisations auprès du gouvernement avant de se livrer à toute activité religieuse. L'église catholique est le seul groupe religieux non musulman ayant été officiellement enregistré pour fonctionner dans le pays. Les demandes d'enregistrement soumises au gouvernement par les églises protestante, anglicane et des adventistes du septième jour sont en cours d'examen et elles ne signalent aucune ingérence du gouvernement dans la tenue de leurs services. D'autres églises opèrent sans enregistrement, certaines ouvertement, alors que d'autres pratiquent leur culte en secret dans des domiciles. D'autres églises, dont les méthodistes et les presbytériens, affilient leurs organisations à l'église protestante d'Algérie.

Les ministères des Affaires religieuses, des Affaires étrangères, de l'Intérieur et du Commerce doivent tous approuver l'importation d'écrits religieux non islamiques. Il y a souvent des délais de 5 à 6 mois avant l'obtention de cette approbation, et

d'autres encore plus longs une fois que les livres arrivent en douane. Le gouvernement restreint périodiquement l'importation de traduction en arabe et en berbère de textes non islamiques. Il a déclaré que son objectif est de s'assurer que le nombre de textes importés est proportionnel au nombre estimé des adhérents aux groupes religieux.

Les citoyens et les étrangers peuvent apporter légalement dans le pays des exemplaires personnels de textes non islamiques, comme la bible. Des textes, de la musique et des cassettes vidéo non islamiques sont disponibles et deux magasins vendent des bibles dans plusieurs langues dans la capitale. Les stations de radio publiques continuent leur pratique qui consiste à transmettre les services protestants de Noël et de Pâques en français. Le gouvernement interdit la diffusion de toute littérature décrivant la violence comme étant un précepte légitime de l'islam.

Selon le ministère des affaires religieuses, les femmes employées par le gouvernement sont autorisées à porter le hijab (foulard) ou des croix, mais pas le niqab (voile de visage).

Certains aspects du droit et de nombreuses pratiques sociales traditionnelles constituent une discrimination à l'encontre des femmes. Le Code de la famille est basé en grande partie sur la charia et traite les femmes comme des mineurs placées sous la garde juridique d'un mari ou d'un parent masculin. Aux termes de ce code, il est interdit aux musulmanes d'épouser des non musulmans, mais ce règlement n'est pas toujours appliqué. Le code n'interdit pas aux hommes d'épouser une non musulmane, mais pas si elle appartient à un groupe religieux qui n'est pas monothéiste. Aux termes de la charia aussi bien que du droit civil, les enfants nés d'un père musulman sont musulmans, quelle que soit la religion de la mère. Lors des jugements de divorce, la garde des enfants est généralement accordée à la mère, mais elle ne peut pas les inscrire dans une école particulière ou les emmener hors du pays sans l'autorisation du père. Aux termes d'amendement apportés en 2005 au Code de la famille, les femmes n'ont plus besoin du consentement d'un tuteur pour se marier. Il ne requiert seulement qu'un chaperon (wali) de son choix soit présent au mariage. Ce changement a constitué une étape majeure pour les femmes parce que le rôle du tuteur — habituellement le père de la femme ou un autre parent masculin — est de conclure le mariage au nom de la femme, alors que le wali agit en tant que protecteur, qui est présent pendant que la femme conclue le mariage elle-même.

Le Code de la famille confirme aussi la pratique islamique qui permet à un homme d'épouser jusqu'à quatre femmes, mais il doit obtenir le consentement de l'épouse actuelle, de celle qu'il a l'intention d'épouser et d'un juge. Qui plus est, une femme a le droit d'inclure une clause de non polygamie dans le contrat pré-nuptial. La polygamie est rarement pratiquée, ne constituant qu'un pour cent des mariages.

Les femmes font l'objet de discrimination en ce qui concerne les héritages. Conformément à la charia, elles ont droit à une plus petite part de la succession d'un mari décédé que les enfants mâles ou les frères. Les minorités non musulmanes peuvent être spoliées si un membre musulman de la famille revendique aussi le même héritage. Les femmes peuvent obtenir des prêts aux entreprises et sont les seules responsables de leurs dots, mais dans la pratique elles n'ont pas toujours le contrôle exclusif des avoirs qu'elles apportent lors du mariage ou des revenus qu'elles ont gagnés. Les femmes de moins de 18 ans ne peuvent pas se rendre à l'étranger sans la permission d'un tuteur légal.

Le gouvernement observe les fêtes de l'Aïd-El-Adha, de l'Aïd-El-Fitr, Awal Moharem, Achura et de la naissance du prophète Mohammed en tant que jours fériés nationaux.

#### Restrictions à la liberté de religion

Le gouvernement a commencé à appliquer les dispositions de l'ordonnance 06-03 en février 2008, ce qui a accru les restrictions apportées à la liberté de religion. Selon des comptes rendus provenant de dirigeants religieux et d'organisations de défense des droits de l'homme, le gouvernement a depuis fermé environ 27 églises accusées de ne pas se conformer aux dispositions de cette ordonnance. Il a aussi poursuivi en justice des pasteurs nationaux, des personnes qui se sont converties de l'islam au christianisme et un prêtre étranger, accusant certains d'avoir violé les dispositions de la loi interdisant le prosélytisme.

Le gouvernement a maintenu qu'il agissait conformément à la loi lorsqu'il a ordonné la fermeture des églises parce qu'elles n'avaient pas été enregistrées aux termes de l'ordonnance 06-03. Les églises dont la fermeture a été ordonnée comprenaient des églises de domicile aussi bien que des bâtiments d'églises établies de longue date en Kabylie et en dehors de cette région. De nombreux groupes chrétiens ont indiqué avoir tenté à maintes reprises de s'enregistrer auprès des pouvoirs publics, mais sans succès face à un manque d'informations et une bureaucratie locale mal informée sur la façon de traiter les demandes soumises conformément à l'ordonnance.

Des membres d'une église d'Ouadhia (wilaya de Tizi Ouzou) ont déclaré avoir tenté 12 fois de soumettre une demande d'enregistrement entre février et avril 2008. Les autorités ont refusé à chaque fois d'accepter les documents. Les dirigeants de l'église anglicane, de l'église protestante et des adventistes du septième jour signalent que leurs demandes d'enregistrement sont en attente sans réponse depuis plus de 2 ans.

Selon certains rapports, de nombreux groupes chrétiens, et en particulier les églises évangélistes, n'ont pas essayé d'obtenir un statut légal du gouvernement.

Le ministère de l'Intérieur est le seul habilité à accorder des droits d'association aux groupes religieux ou non. Les difficultés éprouvées par les groupes religieux pour l'obtention de leur statut légal sont les mêmes que celles auxquelles font face les groupes non religieux de la société civile, les organisations non gouvernementales (ONG) et autres dont les demandes soumises au ministère de l'Intérieur se soldent généralement par un silence plutôt qu'un refus officiel.

La Commission nationale pour les services religieux non musulmans, créé pour réglementer le processus d'enregistrement prévu par l'ordonnance 06-03 et dont la composition est spécifiée dans le décret exécutif 07-158 de juin 2007, ne s'est jamais réunie. Les observateurs allèguent que cela constitue la preuve de la négligence et de la contribution du gouvernement à l'absence d'un système administratif pour mettre en œuvre l'ordonnance.

Selon le quotidien *Echourouk el-Youmi*, le ministre des Affaires religieuses a déclaré le 16 juin 2008 que l'évangélisme est le nouveau terrorisme. En outre, en réponse à une question portant sur les efforts faits pour convertir les musulmans au christianisme dans le pays, il a déclaré dans une interview publiée par *L'Expression* le 12 février 2008, qu'il met l'évangélisme sur le même pied que le terrorisme.

Le 22 mai 2008, le premier Ministre a déclaré publiquement : « La constitution de la société algérienne est le coran... et cela ne changera jamais ».

En février 2000, le révérend Hugh Johnson, prêtre méthodiste américain en retraite et qui habitait dans le pays depuis 45 ans s'est vu dire par les autorités que son permis de résidence ne serait pas renouvelé et elles lui ont conseillé de quitter le pays. Aucune raison officielle ne lui a été donnée pour ce non renouvellement et il est parti au mois de mars.

Le 30 janvier 2008, le tribunal de Maghnia a condamné un prêtre catholique étranger à un an de prison avec sursis pour avoir prié avec des immigrants camerounais dans un lieu du culte non autorisé. Sur appel, sa peine a été réduite à deux mois de prison avec sursis et une amende de 303 dollars (20 150 Dinars). Il a de nouveau interjeté appel, toujours en suspens à la fin de la période couverte par le présent rapport.

En novembre 2007, quatre catholiques brésiliens vivant légalement dans le pays, ont reçu l'ordre de le quitter, mais sans qu'une raison officielle leur soit donnée pour cette expulsion. Ils ont été autorisés à rester jusqu'en juin 2008. L'église catholique d'Alger et d'Annaba a fait état de difficultés à obtenir des visas pour les membres du clergé effectuant des visites.

Les dirigeants chrétiens représentant plusieurs groupes ont signalé qu'ils n'avaient pas été en mesure d'importer des bibles depuis 2005. Des comptes rendus de presse ont indiqué que la police a confisqué des bibles dans diverses wilayas pendant la période couverte par le présent rapport. Affirmant que ces matériels encourageaient l'extrémisme, le ministère des Affaires religieuses a interdit 1 191 livres et matériels religieux sur l'islam de la Foire internationale aux livres d'Alger qui s'est tenue en novembre 2007.

#### Violations de la liberté de religion

Le 25 juin 2008, le tribunal de Tissemsilt a commencé le nouveau procès de deux locaux qui s'étaient convertis au christianisme, Rachid Seghir et Djammal Dahmani, et qu'il avait condamné in absentia le 20 novembre 2007 à deux ans de prison et à des amendes de 7 775 dollars (500 000 dinars) chacun pour s'être livrés au prosélytisme et avoir pratiqué illégalement un culte non musulman. L'affaire était en cours à la fin de la période couverte par le présent rapport. Le 8 juin 2008, un tribunal de Tiaret a condamné Rachid Seghir à 6 mois de prison avec sursis et à une amende de 3 190 dollars (200 000 dinars) pour évangélisme. Les tribunaux de Tiaret et de Djelfa ont porté les mêmes chefs d'accusation contre trois autres convertis au christianisme, Jillali Saidi, Abdelhak Rabih et Chaaban Baikel, que contre Seghir, mais leurs affaires étaient toujours en instance à la fin de la période couverte par le présent rapport. En février 2008, à Ain Al-Turck, près d'Oran, Seghir, Youssef Ourahmane et un autre converti au christianisme ont été accusés aux termes des dispositions de l'ordonnance 06-03 de « blasphème contre le prophète (Mohammed) et contre l'islam ». Leur procès était en attente à la fin de la période couverte par le présent rapport.

Le 30 mars 2008, Habiba Kouider, convertie au christianisme, a été accusée à Tiaret, dans la région occidentale du pays, de « pratiquer une religion non musulmane sans permis ». Selon des comptes rendus de presse, le procureur lui a dit qu'il abandonnerait l'affaire si elle revenait à l'islam. Lors d'une audience devant un juge local, le procureur de Tiaret a requis 3 ans de prison contre Kouider. Le 27 mai 2008, le tribunal de Tiaret a référé l'affaire pour enquête supplémentaire. Le juge présidant l'affaire n'avait toujours pas rendu de verdict à la fin de la période couverte par le présent rapport. Kouider voyageait à bord d'un car lorsque la police l'a interrogée et l'a trouvée en possession de bibles et d'autres matériels religieux.

Aucun rapport n'a fait état de prisonniers ou de détenus pour des raisons religieuses dans le pays.

### Conversion religieuse forcée

Il n'a pas été fait état de conversion religieuse forcée, y compris dans le cas de ressortissants mineurs des Etats-Unis ayant été kidnappés ou illégalement enlevés des Etats-Unis, ou de refus de leur permettre de rentrer aux Etats-Unis.

### Section III. Abus par la société et discrimination

Bien que la société tolère généralement les étrangers et les citoyens qui pratiquent des religions autres que l'islam, certains locaux convertis au christianisme ont conservé un profil bas par crainte pour leur sécurité personnelle et de problèmes juridiques et sociaux qu'ils pourraient avoir, mais beaucoup, pratiquent ouvertement leur nouvelle religion.

Les islamistes radicaux, qui cherchent à débarrasser le pays de ceux qui ne partagent pas leur interprétation extrémiste de l'islam, commettent la plupart des cas de harcèlement et de menaces à la sécurité des non musulmans. Les dirigeants religieux et politiques musulmans modérés ont publiquement critiqué les actes de violence perpétrés au nom de l'islam, comme les attentats suicides à la bombe commis dans le pays le 11 avril et le 11 décembre 2007.

Un très petit nombre de citoyens, comme les musulmans Ibadi qui vivent à Ghardaïa, une ville du désert, pratique une forme non généralement acceptée de l'islam ou d'autres religions et font généralement face à une discrimination minime. Des comptes rendus de presse sur les émeutes de mai 2008 qui se sont

produites entre les groupes musulmans Maliki et Ibadi à Berriane, près de Ghardaïa, suggèrent que les différences confessionnelles ont contribué à la violence. Il n'a cependant pas été fait état de persécution religieuse ou de quelque restriction que ce soit, officielle ou non, à la pratique de leur religion par les musulmans Ibadi.

Un membre de la communauté juive a indiqué avoir reçu deux menaces de mort anonymes. La police a répondu en plaçant le domicile et le lieu de travail de cette personne sous surveillance.

L'antisémitisme a été rare dans les publications et les émissions publiques, mais des articles antisémites ont paru de temps à autre dans la presse indépendante, surtout dans les journaux en arabe ayant un point de vue islamique.

#### Section IV. Politique du gouvernement des Etats-Unis

L'ambassadeur, l'ambassadeur itinérant pour la liberté internationale de religion et de hauts responsables de l'administration ont fait part à de hauts responsables du gouvernement des préoccupations des Etats-Unis concernant la discrimination religieuse. Des officiels de l'ambassade et du Département d'Etat ont en particulier fait part au gouvernement de préoccupations relatives à son ordre de fermeture d'églises et à son traitement de citoyens musulmans qui désirent se convertir à d'autres religions.

L'ambassadeur des Etats-Unis et d'autres officiels de l'ambassade ont rencontré régulièrement des membres du ministère des Affaires religieuses. Durant la période couverte par le présent rapport, l'ambassadeur et d'autres officiels de l'ambassade ont aussi rencontré du Haut conseil islamique, des membres de l'Association des érudits musulmans et plusieurs érudits nationaux dans le domaine des études islamiques, ainsi que plusieurs groupes chrétiens et juifs. Des officiels de l'ambassade ont assisté à des séminaires sur la tolérance religieuse et les concepts de l'islam particuliers au pays, qui ont souvent été parrainés par le gouvernement et des organisations religieuses nationales.

Durant la période couverte par le présent rapport, l'ambassade a encore davantage souligné la nécessité de la tolérance religieuse en finançant deux projets culturels de restauration en cours, ayant une signification religieuse pour les chrétiens aussi bien que les musulmans. Des officiels de l'ambassade ont fait la promotion de la liberté de religion en amenant trois musulmans américains dans le pays pour décrire le haut niveau de tolérance dont tous les cultes, y compris l'islam,

bénéficient aux Etats-Unis. L'ambassade a maintenu des contacts avec trois partis politiques islamiques (Mouvement de la société pour la paix, Mouvement pour la réforme nationale et Mouvement de la renaissance islamique).

L'ambassade des Etats-Unis a maintenu des contacts avec les dirigeants religieux des communautés musulmane, chrétienne et juive. Elle a aussi eu des contacts fréquents avec la Commission nationale consultative de la promotion et de la protection des droits de l'homme.